

**Assemblée générale**

Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale
4 janvier 2017
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 21^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 14 décembre 2016, à 15 heures

Président : M. Pretterhofer (Vice-Président) (Autriche)
*Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Sene

Sommaire

Point 152 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération des Nations Unies
en Côte d'Ivoire

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines), M. Pretterhofer (Autriche) préside la séance.

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 152 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
(A/71/599 et A/71/676)

1. **M^{me} Bartsiotas** (Contrôleuse) présentant le rapport du Secrétaire général sur le budget révisé de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/71/599) dit que le Conseil de sécurité, dans sa résolution 2284 (2016) a prorogé le mandat de l'Opération pour une dernière période prenant fin le 30 juin 2017. Le budget révisé, dont le montant s'élève à 178,9 millions de dollars pour l'exercice 2016/17, prévoit le retrait et la fermeture de l'ONUCI et représente une hausse de 25,8 millions de dollars par rapport aux engagements de 153 millions de dollars environ autorisés par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/272 pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2016.

2. **M. Sene** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif (A/71/676), dit que les recommandations de celui-ci, qui tiennent notamment compte du retrait progressif du personnel de l'ONUCI, de la fermeture de l'Opération d'ici la fin de l'exercice 2016/17 ainsi que des crédits ouverts et des dépenses effectives pour l'exercice 2015/16, entraîneraient une baisse de 2 986 000 dollars des dépenses prévues au titre des dépenses opérationnelles telles que présentées dans le budget révisé de l'ONUCI. Le Comité consultatif a salué les efforts déployés aux fins du retrait progressif, du transfert de responsabilités et de la liquidation de l'Opération et prié instamment le Secrétaire général d'achever le retrait et la clôture de l'ONUCI, comme l'a demandé le Conseil de sécurité dans sa résolution 2284 (2016).

3. Notant qu'une provision de 4,95 millions de dollars a été demandée aux fins de l'intensification des activités et des programmes de l'équipe de pays des Nations Unies, qui devrait avoir lieu au cours de la phase de retrait et de liquidation de l'ONUCI, le Comité consultatif compte que des informations plus détaillées sur la gouvernance du projet et l'établissement de rapports à ce sujet seront communiquées à l'Assemblée générale. Enfin, l'Opération doit faire en sorte que sa clôture ait lieu dans les meilleurs délais et de manière appropriée,

dans le respect de tous les règlements et règles s'appliquant, en utilisant les enseignements tirés de l'expérience d'autres opérations clôturées, en particulier pour ce qui concerne la dépollution de l'environnement.

4. **M. Abdallah** (Tchad), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que le budget révisé représente une baisse de 55,6 % par rapport au montant des crédits ouverts pour l'exercice 2015/16. Le Groupe va examiner avec soin ce projet de budget ainsi que les recommandations du Comité consultatif afin de vérifier que les ressources nécessaires sont mises à la disposition de l'Opération pour faciliter la réduction de ses effectifs et sa clôture, en particulier le règlement des contentieux en instance, l'appui aux opérations de désarmement, démobilisation et réintégration au niveau national, la formation, la cession des actifs et l'infrastructure de communication.

5. Le Groupe note avec satisfaction les activités de formation et de renforcement des capacités actuellement menées pour consolider les compétences professionnelles des membres du personnel de l'ONUCI, en particulier ceux recrutés au niveau national, ainsi que les foires à l'emploi organisées pour permettre aux membres du personnel de trouver des postes dans des organismes connexes. Il demandera également des informations supplémentaires sur les mesures prises concernant le respect des règlements et règles applicables, en particulier les politiques et procédures des Nations Unies en matière de protection de l'environnement et de gestion des déchets, conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286.

6. **M^{me} Grant** (Observatrice pour l'Union européenne), prenant également la parole au nom des pays candidats, Albanie, ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie, du pays du processus de stabilisation et d'association, Bosnie-Herzégovine, ainsi que de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que dans un contexte où les crises mondiales sont de plus en plus nombreuses, il est rare que le Comité examine une proposition de budget définitif pour une opération de maintien de la paix. L'exemple de l'ONUCI montre que ces opérations peuvent aider les pays à retrouver la stabilité à l'issue d'un conflit.

7. L'oratrice rend hommage à ceux qui ont perdu la vie alors qu'ils étaient affectés à une opération de maintien de la paix, notamment à l'ONUCI : leur sacrifice témoigne de l'importance, sur un plan concret, des délibérations du Comité. Elle exprime sa

gratitude aux pays qui fournissent des contingents et du personnel pour l'excellence de leur travail depuis les débuts de l'Opération.

8. La proposition de budget révisé prévoit que toutes les activités opérationnelles seront achevées au 30 avril 2017 et que la fermeture de la mission sera effective au 30 juin 2017, conformément à la résolution 2284 (2016) du Conseil de sécurité. La délégation de l'oratrice va étudier la proposition de budget pour vérifier qu'elle respecte le principe de la discipline budgétaire et que les ressources sont utilisées de manière efficace, rationnelle et transparente, aux fins de la liquidation efficace et responsable de la mission et de l'achèvement de son mandat.

9. L'oratrice rappelle que sa délégation s'est engagée en faveur de la protection de l'environnement et que, au vu du succès de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Secrétaire général, le Secrétariat et les États Membres doivent tout mettre en œuvre pour réduire l'empreinte écologique des missions de maintien de la paix. Elle a bon espoir que l'Opération sera liquidée de manière responsable sur le plan environnemental.

10. **M. Bouah-Kamon** (Côte d'Ivoire) note avec regret que ce point de l'ordre du jour est examiné tardivement par le Comité, ce qui empêche une étude approfondie de la proposition finale de budget pour l'ONUCI.

11. Dans sa résolution 2284 (2016), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de l'Opération au vu des progrès satisfaisants accomplis en matière de stabilité, de sécurité, de démocratie et de prospérité économique en Côte d'Ivoire, tout en soulignant que le travail n'était pas terminé pour ce qui concernait la réconciliation nationale et la cohésion sociale. Le budget révisé, qui prévoit le retrait et la fermeture de l'ONUCI durant sa dernière année de fonctionnement ainsi qu'un appui continu aux différents mécanismes du maintien de la paix, doit recevoir toute l'attention du Comité.

12. L'ONUCI doit disposer des ressources nécessaires pour surmonter les difficultés qui subsistent pendant sa phase finale. La délégation de l'orateur va plus particulièrement axer ses travaux sur le transfert de responsabilités au Gouvernement ivoirien et à l'équipe de pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour ce qui concerne les questions devant être réglées après le retrait de la mission; la réconciliation nationale et la cohésion sociale; les questions liées à la sécurité et à la mise en œuvre du programme de désarmement, de démobilisation et de

réintégration, en particulier pour les ex-combattants restants; la réussite de la réinsertion du personnel local après la clôture de l'ONUCI, notamment par des activités de formation et des salons de recrutement; ainsi que le strict respect des normes environnementales.

13. Le Gouvernement et le peuple de la Côte d'Ivoire remercient l'ONUCI et les autres partenaires pour leur appui et leurs efforts inlassables, qui ont permis le retrait de la mission après le retour de la paix et de la stabilité dans le pays. Les résultats obtenus par l'ONUCI au cours de ses 13 années de présence en Côte d'Ivoire viendront renforcer l'image de succès qu'elle laisse derrière elle, dans l'histoire des missions de maintien de la paix.

La séance est levée à 15 h 30.